



La rentrée n'a rien de joyeux à l'université d'Angers! Blocage des inscriptions dans certaines filières de L1 (psycho, droit, économie), suppressions d'options ou bien de cours présents dans les maquettes, suppressions de postes, heures complémentaires non payées ou avec retard... Déjà en juin dernier, devant les problèmes budgétaires annoncés, 25 postes de contractuels ont été supprimés, essentiellement dans les différents secrétariats de l'université, désorganisant les services et entraînant ainsi la dégradation des conditions de travail des personnels concernés. C'est désormais toutes les composantes de l'université qui sont touchées par les mesures d'économies budgétaires mises en places.

Les conséquences inévitables de la LRU!

La loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (LRU) de 2007 puis le passage aux responsabilités élargies (RCE) ont mis en place « l'autonomie » : désormais, les universités doivent gérer elles mêmes leurs locaux, leur masse salariale, l'organisation de leurs formations le tout sous la direction d'un président devenu un véritable chef d'entreprise, tandis que la représentativité des étudiant-e-s et des personnels BIATOSS baissait. Dans un même temps, le gouvernement de droite a organisé l'assèchement des finances des universités publique en ne favorisant que quelques pôles d'excellence (les fameux Plan Campus et Grand emprunt). Dix universités profitent de financements importants au détriment des autres, ce qui provoque la mise en place d'un enseignement supérieur à deux vitesses, et la faillite progressive des universités les moins dotées.



La loi LRU autorise et encourage les facs à chercher d'autres sources de financements, notamment auprès des entreprises. Dans ces conditions, combien de temps tiendra l'université d'Angers avant de se tourner vers le privé ou de mettre à contribution les étudiant-e-s en augmentant les frais d'inscriptions ?

Passée à l'autonomie en janvier 2010, l'université d'Angers n'a pas reçu le budget nécessaire à son bon fonctionnement, la poussant à des coupes budgétaires. Il manque aujourd'hui 300 postes pour que l'université tourne correctement et atteigne la moyenne des dotations des Universités françaises ! L'exercice budgétaire 2012 devrait se solder par un déficit de plus de 2M€.

Pour une université publique, ouverte à toutes et tous!

Les solutions trouvées pour le moment ne sont pas acceptables : ce n'est pas à nous de payer les frais de cette réforme ! La nouvelle ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Geneviève Fioraso a mis en place des « Assises » pour simplement « corriger » les réformes de Sarkozy. Ces Assises ne s'envisageront que dans le cadre de la LRU, alors que cette loi est pour nous le fond du problème!

Face à ces assises bidons, totalement antidémocratiques (organisation dirigiste, thématiques imposées, temps de « débat » ridicule, « synthèse » des débats échappant à tout contrôle de la base...), il est temps de s'organiser collectivement pour faire aboutir nos revendications!



L'intersyndicale de l'université d'Angers SNESUP-FSU, SUD éducation, SUD étudiant, UNEF réaffirme son opposition à la LRU et à la mise en concurrence des universités, et affiche son attachement à un service public de qualité avec un financement 100% public à hauteur des besoins. Elle appelle les étudiant-e-s, les enseignant-e-s et les personnels de l'université à venir s'informer et à participer aux différentes actions mises en place, pour engager une mobilisation à la hauteur des enjeux!

Alors venez nombreux

prendre part à

l'AG d'INFORMATION

Mercredi 26 Septembre 2012

de 11h à 13h (les cours seront banalisés)

en Amphi A en fac de Lettres

Organisée par

Sud un'ef
Solidaires
étudiant le syndicat étudiant

Sud éducation
snesU.p